



*Première(s) page(s) manquante(s)
ou non numérisiée(s)*

Veillez vous informer auprès du personnel de BAnQ
en utilisant le formulaire de référence à distance, qui se trouve en ligne :

https://www.banq.qc.ca/formulaires/formulaire_reference/index.html

ou par téléphone **1-800-363-9028**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

ACTUALITÉS

Le silence de la place Saint-Pierre



CHRISTIAN RIOUX
à Paris

Nous étions quelques centaines de milliers sous la bruine à attendre que le pape daigne se montrer à la loggia des bénédictions. Nous étions tous là à surveiller le moindre petit signe de vie, à guetter une ombre à la fenêtre. Lorsque le nouveau pape s'est avancé, cela ressemblait encore à un film. Le délire de la foule semblait irréel. Mais c'est lorsque ce jésuite venu d'Argentine, dont le nom ne disait strictement rien à personne — «Bergoglio! Chi è questo Bergoglio?» —, a demandé à la foule d'observer une minute de silence que la tension fut à son comble.

Un vrai silence de mort! Imaginez une véritable marée humaine qui, du parvis de la basilique au castel San Angelo 700 mètres plus loin sur les bords du Tibre, s'interrompt tout à coup, ne dit plus un mot, ne fait plus un geste et s'arrête presque de respirer. En plein délire médiatique universel, la cacophonie du monde avait soudain suspendu son vol.

C'est là que je me suis dit que cette drôle d'Église venait de nous jouer un sacré bon tour. Bref, qu'elle savait encore y faire, la sacrépante. J'imaginai Benoît XVI souriant dans sa barbe devant son téléviseur à Castel Gandolfo, à 30 kilomètres de là. N'est-ce pas lui qui n'avait cessé de souligner tout au long de son pontificat l'importance du silence dans un monde qui bruit de mille agitations? N'est-ce pas lui qui évoquait ce «parloir de l'âme» qu'est le silence et qui avait encouragé les jeunes réunis dans la cathédrale de Sulmona, en Italie, à «écouter Dieu dans le silence extérieur et surtout intérieur»? En 2012, il avait même poussé la provocation jusqu'à faire du «silence» le thème central de la Journée mondiale des communications sociales. Vous avez bien lu: le silence comme thème d'une journée de la communication!

On dit souvent que le temps de l'Église n'est pas le temps des médias. Nous en aurons eu une nouvelle preuve éclatante. Tout au long de cet étonnant conclave, l'Église aura dupé tous les médias du début à la fin. A moins que nous ne nous soyons dupés nous-mêmes. On attendait un jeune manager capable de réformer la Curie, on supputait les chances d'un prince de l'Église à poigne capable de reprendre les choses en mains, un maître de la communication sachant twitter. Voilà qu'apparaît un pape François presque aussi âgé que Benoît XVI lors de son élection, un amoureux des pauvres que personne n'attendait, et qui nous impose comme première tâche urgente et essentielle de nous taire pendant au moins une minute. Chut!!!

C'est que, pendant que tous les «vaticanistes» multipliaient les prévisions et conjecturaient à hue et à dia, les cardinaux poursuivaient, eux, leur petit bonhomme de chemin. L'ancien spécialiste du Monde, Henri Tincq, écrivait mercredi sur State.fr que tout se passait «comme si les cardinaux avaient voulu reprendre le fil du conclave de 2005 quand l'élu d'aujourd'hui avait été, bien malgré lui, le challenger de Joseph Ratzinger». Huit ans plus tard, les cardinaux ont repris leur travail où ils l'avaient laissé et élu celui qui talonnait Benoît XVI.

Pour l'imaginer, peut-être aurait-il fallu oublier un peu les palpitantes luttes de fractions et les sombres complots du Vatican. Peut-être aurait-il fallu cesser de lire les médias américains qui, au Vatican comme ailleurs, ne jurent que par des réformes administratives et le déficit zéro. Peut-être aurait-il fallu ne pas prêter l'oreille à tous ceux qui s'imaginent que la modernité s'écrit en 140 caractères sur Twitter et surtout pas en latin. Peut-être aurait-il fallu nous contenter de lire — oui lire! — les délibérations du dernier synode des évêques. La dernière fois qu'ils s'étaient vus, les évêques avaient en effet débattu de la «nouvelle évangélisation». Or, sur quel continent cette «nouvelle évangélisation» est-elle la plus urgente et en même temps la plus menacée sinon en Amérique latine, où les sectes protestantes grugent lentement le capital de l'Église avant de venir la concurrencer en Afrique et en Asie? En Occident, et peut-être encore plus au Québec, nous n'avions d'yeux que pour la morale sexuelle de l'Église, un sujet certes important, mais qui finit par devenir obsessionnel et qui est surtout secondaire dans l'ensemble de ce qui se brasse au Vatican.

Cette semaine, le père LeFloc'h, un Breton de Nantes croisé devant la place Saint-Pierre, me disait que, «dans nos petites chapelles d'Occident», nous n'arrivons pas à voir que, loin d'être ce «cadavre encore grouillant» que l'on a déjà décrit au Québec, l'Église était en pleine explosion dans le monde.

L'appel à la justice sociale du cardinal Sodano dans son homélie d'ouverture du conclave aura donc été entendu. Mais, qu'on se le dise, ce pape ne sera pas à la mode. Il est d'ailleurs venu le dire chez nous en 2008: «Si moderne veut dire imiter le monde, l'Église ne le sera pas. L'Église doit être moderne dans ses moyens de transmettre la Bonne Nouvelle [...]. Mais si elle veut être progressiste en captant les idéologies, alors elle risque de devenir une ONG vide et adolescente.»

Et si la modernité résidait dans le silence plus que dans la cacophonie?

Sacré François!

crioux@ledevoir.com



Le premier ministre français Jean-Marc Ayrault en compagnie de Stephen Harper jeudi à Ottawa.

La France a des relations distinctes avec Ottawa et Québec

La précision du premier ministre français de passage au Canada semble refermer la parenthèse Sarkozy

MARIE VASTEL
CLAUDE LÈVESQUE

À peine arrivé en sol canadien, le premier ministre français a été contraint de s'immiscer dans le dossier de l'unité nationale canadienne. Visiblement mal à l'aise, Jean-Marc Ayrault s'est montré prudent, même s'il s'est permis d'aller un peu plus loin que ne le faisait le gouvernement précédent de Nicolas Sarkozy.

De passage à Ottawa jeudi, le premier ministre français s'est fait souligner que le communiqué de son ambassade annonçait sa visite au Canada «et» au Québec. La question a été accueillie de rires nerveux, M. Ayrault demandant ensuite, aux côtés de son homologue canadien, «vous voulez que je réponde le premier?». Quelques instants plus tard, il a entamé la lecture de la réponse toute diplomatique qui lui avait été préparée. «Le gouvernement français s'inscrit dans la continuité, concernant le Canada, le Québec», a-t-il réitéré.

«Il ne s'agit pas, je le précise, de relation triangulaire. Il s'agit de deux relations d'amitié réelle, fondée sur des liens humains, culturels et linguistiques, qui se concrétisent par des partenariats tournés vers l'avenir et qui se renforcent mutuellement. [...] Et la France fera tout pour que ces deux relations demeurent excellentes à l'avenir», a poursuivi M. Ayrault.

Or, cinq minutes plus tard, Stephen Harper répondait en parlant quant à lui au contraire de «la relation triangulaire avec la France, le Canada, le Québec». «Évidemment, la relation entre la France et le Québec est privilégiée, spéciale [...], on le respecte et à notre avis c'est naturel», a-t-il néanmoins souligné.

Si les propos du premier ministre français témoignent bel

Le C-17 reste au Mali, mais Harper ne veut pas de mission de paix

La France a beau vouloir céder sous peu sa mission au Mali aux forces africaines et réclamer une opération de maintien de la paix des Nations unies, le Canada n'a pas l'intention de s'en mêler. Stephen Harper a annoncé jeudi que le C-17 qui avait été prêté aux troupes françaises en janvier restera à leur disposition «aussi longtemps que l'on croit qu'il y a un besoin». En coulisse, les conservateurs parlent de semaines, et non de mois. Mais pour le reste, M. Harper n'a pas détaillé l'aide supplémentaire qui pourrait être apportée au pays d'Afrique de l'Ouest. «Nous ne cherchons pas un rôle de mission militaire de combat pour le Canada», a-t-il réitéré. Outre cela, «nous serons là pour aider le développement et afin de fournir de l'aide humanitaire», a-t-il tranché, en évitant de commenter la mission de paix que Paris espère voir votée bientôt au Conseil de sécurité de l'ONU.

et bien d'une continuité dans la relation qu'entretient l'Hexagone avec Québec, ils s'éloignent quelque peu du dialogue diplomatique des dernières années. Depuis presque le début de son règne comme premier ministre, M. Harper faisait face à une France dirigée par Nicolas Sarkozy, qui avait tourné le dos à la politique de «non-ingérence, non-indifférence».

En réitérant publiquement, devant le premier ministre et dans l'enceinte parlementaire, que la France entretient deux relations distinctes avec le Canada et le Québec, M. Ayrault est venu tourner cette page, de l'avis d'un ancien sous-ministre québécois aux relations internationales. «Sarkozy n'aurait jamais affirmé cela. [...] Ça confirme la fin de la parenthèse Sarkozy», a commenté Jacques Vallée au Devoir.

Avec Pauline Marois

À Montréal, en soirée, c'est plus d'économie que de diplomatie que les premiers ministres québécois et français ont parlé. Certes, Pauline Marois a

salué une «relation d'une solidité à toute épreuve» qui a «traversé le temps» et, quittant le texte de son discours, Jean-Marc Ayrault a utilisé une fois l'expression «pays du Québec».

Mais les deux chefs de gouvernement ont surtout parlé de réduction des déficits et de croissance des exportations dans le contexte de la crise de l'euro qui s'éternise. «Dynamiser nos échanges économiques est un impératif pour sortir de la crise», a déclaré Jean-Marc Ayrault. Le développement de nos échanges est en effet une nécessité face à la crise qui, depuis 2007, a fait chanceler les Bourses, ébranlé les États et plongé des millions de familles dans la pauvreté.

«Le développement nordique [du Québec] est un autre chantier prometteur et nos entreprises sont disposées à y apporter tout leur savoir-faire, en particulier dans les secteurs de la valorisation des sites miniers, de la couverture numérique ou des infrastructures», a-t-il poursuivi.

Le Devoir

Le ministre Penashue démissionne

MARIE VASTEL
Correspondante parlementaire à Ottawa

Dans l'embarras depuis cinq mois, le conservateur Peter Penashue a admis jeudi que sa campagne électorale a touché des dons illégaux et il a annoncé sa démission, comme ministre des Affaires gouvernementales de même qu'en tant que député.

Peter Penashue a plaidé dans un communiqué, jeudi après-midi, qu'il ne savait rien de cette affaire, mais qu'il veut tout de même briguer une nouvelle élection complémentaire. «Je n'étais pas au courant des inexactitudes dans mon rapport [déposé auprès d'Élections Canada], mais je crois devoir être responsable devant les gens qui m'ont élu et je quitte donc mes fonctions», a-t-il indiqué.

En octobre 2012, CBC révélait que cinq donateurs à la campagne électorale de M. Penashue auraient tous inscrit le même code postal en faisant leur contribution, soit celui d'une compagnie de construction de sa circonscription du Labrador. Le réseau rapportait en outre que M. Penashue aurait dépassé la limite permise pour ses dépenses électorales de plus de 21%, en ayant conclu une entente à la suite de l'élection avec un transporteur aérien pour ne payer que 7000\$ pour l'ensemble des déplacements aériens de sa campagne alors que la valeur marchande at-

teindrait 24 700\$. Les dons d'entreprises sont illégaux au Canada.

M. Penashue aurait maintenant remboursé 30 000\$ au receveur général du Canada — une somme au-delà de celles illégitimes rapportées jusqu'ici par la CBC.

M. Penashue a mis en cause dans sa déclaration écrite des «erreurs commises par un bénévole inexpérimenté dans le dépôt du rapport à Élections Canada». «Pendant l'examen, nous avons constaté que mon ancien agent officiel a accepté des dons non admissibles», a-t-il en outre avancé. Cet agent officiel déclaré fautif, Reginald Bowers, a été nommé à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers en décembre 2011 — il aurait démissionné jeudi selon CBC.

Le premier ministre Stephen Harper s'est contenté de très peu de commentaires, envoyant un communiqué succinct saluant simplement les «services» de M. Penashue comme ministre et député. M. Harper a annoncé que le Québécois Denis Lebel hérite du dossier des Affaires intergouvernementales.

Le Parti conservateur a confirmé que M. Penashue pourrait le représenter dans une partielle. Cette démission de ministre succède à celles de John Duncan (Affaires autochtones) le mois dernier, et Bev Oda (Coopération internationale) en juin 2012.

Le Devoir

ASSURANCE-EMPLOI

Le Tribunal de la sécurité sociale recrute chez les conservateurs

GUILLAUME BOURGault-CÔTÉ

Pour sélectionner les membres québécois du nouveau Tribunal de la sécurité sociale (TSS, qui entre en vigueur le 1^{er} avril), les conservateurs n'ont pas eu à chercher bien loin: quatre des huit personnes qui jugeront des demandes d'appel des prestataires d'assurance-emploi ont été candidats conservateurs dans un passé récent.

Le gouvernement a en effet recruté Claude Durand (Trois-Rivières), Alcide Boudreault (La Baie), Pierre Lafontaine (Montréal) et Jean-Philippe Payment (Saint-Jean-sur-Richelieu), qui ont tous été candidats conservateurs lors de différentes élections entre 2004 et 2011. Claude Durand a également été organisatrice en chef du Parti conservateur au Québec (ce que le communiqué de presse du gouvernement précise). Elle avait été nommée en janvier 2009.

Une cinquième membre, Johanne Blanchard (Saint-Bruno), a fait un don de 400\$ aux conservateurs dans les dernières années. Un autre, Normand Morin (Québec), a pour sa part été candidat adéquate en 2003. Ailleurs au Canada, le Comité national des chômeurs (CNC) a trouvé une dizaine d'autres cas révélant des liens entre les personnes nommées au TSS et le Parti conservateur.

Une nouvelle instance

Le gouvernement a annoncé mercredi la composition du TSS, qui remplacera les quatre tribunaux administratifs qui traitent actuellement les dossiers des pensions fédérales et de l'assurance-emploi. Un total de 74 membres siègeront au TSS, dont la moitié auront pour tâche d'entendre les cas liés à l'assurance-emploi. Ils gagneront entre 91 800\$ et 124 500\$. C'est l'avocate Murielle Brazeau, une haute fonctionnaire de carrière, qui présidera le tribunal.

Actuellement, plus de 800 membres travaillent à temps partiel pour les quatre tribunaux administratifs qui seront regroupés au sein du TSS. Les audiences du conseil arbitral se font toujours devant un comité tripartite: les employeurs et les syndicats sont ainsi représentés à chaque audience.

Dans la nouvelle structure — dont *Le Devoir* avait dévoilé les grandes lignes le 3 décembre dernier —, le processus est complètement différent. Le gouvernement veut officiellement accélérer le traitement des demandes et diminuer grandement le nombre d'audiences en personne. Deux divisions (générale et d'appel) seront créées pour entendre les chômeurs dont la demande de prestations aura été refusée par la Commission de l'assurance-emploi.

Chose importante, les décisions seront prises par un seul membre, plutôt que trois actuellement.

Les gens nommés pour le Québec possèdent presque tous une expérience au (bientôt défunt) conseil arbitral de l'assurance-emploi, à l'exception de Jean-Philippe Payment, qui a été directeur général de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec.

Pour le Conseil national des chômeurs, le problème n'est pas tant la compétence des personnes nommées que le fait qu'elles seront dorénavant seules à prendre les décisions. «On avait des nominations partisans à la Commission avant, c'est connu, dit le porte-parole Pierre Céré. Mais on avait alors un comité tripartite qui permettait de balancer le processus. Là, ces conservateurs vont siéger en solo, et c'est là que le bât blesse.»

Le Devoir

La Coalition s'élargit

La Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi s'élargit. Accusée par le gouvernement Harper de ne représenter que des intérêts syndicaux, la Coalition a annoncé jeudi qu'elle s'était adjoint le soutien de plusieurs autres organisations, comme la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des producteurs agricoles (UPA). L'organisme Solidarité rurale du Québec a également donné son appui au regroupement. Sa présidente, Claire Bolduc, a toutefois admis que le Québec et le Nouveau-Brunswick n'arriveront jamais à faire bouger le gouvernement Harper sans l'appui des provinces de l'Ouest. «On le sait, il y a des noyaux ruraux en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Alberta qui vivent aussi ces problèmes-là, a-t-elle affirmé. On les invite à se manifester et à faire entendre leurs voix haut et fort.» Le regroupement promet une manifestation d'ampleur nationale dans les rues de Montréal le samedi 4 mai prochain. D'ici là, plusieurs actions locales sont prévues.

La Presse canadienne

BAnQ NUMÉRIQUE

Page(s) manquante(s) ou non-numérisée(s)

Veillez vous informer auprès du personnel de BAnQ
en utilisant le formulaire de référence à distance, qui se trouve en ligne :

https://www.banq.qc.ca/formulaires/formulaire_reference/index.html

ou par téléphone **1-800-363-9028**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 